

« *La France ne doit pas donner l'image d'une extrême droite qui arriverait en tête* »



Manuel Valls a participé jeudi 15 mai au meeting de Lille pour les Européennes. En présence de Martine Aubry, Jean-Christophe Cambadélis et Gilles Pargneaux, le Premier ministre en a profité pour rappeler qu'il ne s'engageait pas dans cette campagne « *par devoir, mais par conviction* ».



AG
EN
DA

25 mai
Élections
européennes

14 juin
Conseil national
du Parti socialiste à
l'Assemblée nationale

19 juin
Réunion de
la Présidence du PSE
à Bruxelles

MEETING DE LA CIRCONSCRIPTION GRAND OUEST À REZÉ



« Martin Schulz, tu es le candidat de l'espérance en Europe »

Rezé a donné le coup d'envoi des meetings socialistes pour la campagne des européennes. Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du PS, Johanna Rolland, maire de Nantes, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre et Martin Schulz, candidat des socialistes à l'élection européenne ont apporté leur soutien à Isabelle Thomas, qui porte la liste du Grand Ouest.

Pour son premier discours officiel après son départ du gouvernement, Jean-Marc Ayrault a accueilli Martin Schulz au meeting de Rezé, le 12 mai, dans la banlieue nantaise.



« La France et l'Europe sont pour moi les deux faces d'un même patriotisme », a rappelé l'ancien Premier ministre, pour qui le 25 mai « un changement politique pour une Europe sociale est possible ». Possible et même souhaitable pour le candidat du Parti socialiste aux élections européennes. « L'inégalité salariale entre hommes et femmes en Europe est une honte », déplore-t-il.

À Malaga le 11 mai, à Malte la veille, au Portugal la semaine précédente, le tour d'Europe de Martin Schulz s'achèvera le 25 mai. Avec sa verve et dans un français impeccable, il a su séduire les 1 400 personnes attirées par la perspective d'un changement à la gouvernance de l'Europe. « Nous avons une bonne chance de devenir le groupe le plus fort », a-t-il déclaré. Celui qui veut faire du « pays du profit le pays de l'impôt » entend bien « réintroduire la justice fiscale ».



LES DÉRIVES POPULISTES, « UN NATIONALISME VULGAIRE »

« L'Europe souffre de dix ans de gestion lamentable à droite. En dix ans, les Conservateurs ont presque réussi à défaire soixante ans de construction européenne, a affirmé Jean-Christophe Cambadélis. Ils ont abimé l'Europe. Pire, ils ont mené l'Europe au bord d'un gouffre où elle est prête

de s'engloutir. » La lutte contre le chômage des jeunes, obtenir un salaire juste, trouver des moyens pour la relance économique font partie de ses thèmes de campagne. « La contraction des crédits pour les petites et moyennes entreprises est un problème », constate-t-il en promettant d'y remédier.

Alors certes, les dérives populistes représentent un danger pour l'Europe. Ainsi, « Marine Le Pen a un bouc-émissaire pour tout mais

aucune solution pour rien ». Les institutions ont banni les démons, « et eux veulent détruire ces institutions ». Pour contrer ce « nationalisme vulgaire », il faut donc aller voter le 25 mai. « Il faut lutter contre ce populisme sauvage, ceux qui disent "détruisons l'Europe" », a-t-il conclu avant de passer une deuxième journée en Bretagne au cours de laquelle il aura notamment déjeuné avec des acteurs de la pêche et conclu son séjour par un discours de campagne contre le dumping social.



" PAROLES DE MILITANTS "

Pourquoi faut-il voter Martin Schulz aux élections européennes?

FRANÇOIS RYCKEWAERT,
Nantes

« IL PORTE
L'EUROPE
DÉMOCRATIQUE »

« J'ai découvert Martin Schulz lors de la conférence Rise Up à La Rochelle il y a deux ans. D'emblée, j'ai été séduit par son discours sur l'Europe. Sa candidature ne m'a pas surpris, son discours n'a pas changé. C'est une personne qui est fidèle à sa ligne de conduite. Nous, électeurs, nous avons la possibilité de changer d'Europe car Martin Schulz porte cette Europe démocratique. »



YANNICK ET MARYSE MARTIN,
La Rochelle

« UN ALLEMAND
QUI VEUT CHANGER
L'EUROPE »

« Je me souviens encore du discours de Martin Schulz sur la Convention de l'Europe à Paris, au mois d'avril. Cet Allemand qui veut changer l'Europe a convaincu les militants. Et si j'ai fait le déplacement de La Rochelle jusqu'à Rezé, c'est pour soutenir notre équipe. Isabelle Thomas, notre tête de liste, est une femme politique qui est présente auprès des citoyens. À ce titre, je la trouve très efficace. »



L'évidence européenne d'Isabelle Thomas



Députée européenne, membre de la commission de la pêche, Isabelle Thomas défend les couleurs socialistes pour la région Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes). Habituee aux problématiques de la pêche et de l'agriculture, elle a remplacé Stéphane Le Foll au Parlement lorsque celui-ci a été appelé au gouvernement en 2012.

À 52 ans, cette juriste de formation s'est fait connaître dans les années 1980. Vice-présidente de l'UNEF-ID, elle se retrouve en première ligne durant les manifestations étudiantes contre le projet de la loi Devaquet.

Très active, elle s'impose comme l'une des figures d'un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Repérée par François Mitterrand, elle gravit les échelons au sein du Parti socialiste.

« RÉORIENTER LA COMMISSION »

Conseillère municipale de Saint-Malo, Isabelle Thomas devient ensuite vice-présidente du conseil régional de Bretagne chargée de la mer et de la protection du littoral de 2010 à 2012. « *L'Europe a toujours été pour*

moi une évidence, c'est un rêve de paix et de civilisation que nous devons défendre contre toutes les menaces », a-t-elle affirmé au meeting de Rezé.

Depuis plusieurs semaines, Isabelle Thomas sillonne les routes de la circonscription Ouest, qui s'étend de Brest à Angoulême. « *Nous avons enfin la possibilité de réorienter une Commission obsédée par la libre-concurrence, la banque et la finance, insiste-t-elle. J'ai la conviction que dans une économie mondialisée l'espace politique européen est l'espace pertinent pour agir.* »

Le City Group, un outil tendance pour l'Europe



Ils sont venus des quatre coins de l'ouest de la France, des régions Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes, et Bretagne. Pour le coup d'envoi de la campagne européenne, ils n'ont pas hésité à avaler les kilomètres afin d'assister au meeting de Rezé. À l'image de Michèle Casieau, élue à Plouédern, dans le Finistère : « *Quand les gens viennent me voir, je leur réponds : "On pense à l'avenir, à la jeunesse et à l'Europe... Et on arrête de se plaindre !"* », plaisante celle qui est aussi co-animatrice du

City group de Brest. La défaite aux municipales est désormais loin derrière, ce qui l'intéresse, c'est l'avenir. « *L'Europe est aussi une formidable opportunité pour la rénovation du Parti socialiste français.* »

Justin Amiot, membre du City Group de Rennes, a été subjugué par la vigueur affichée par les voisins brestoises. « *Eux, ils sont là depuis 2008 et lorsque je suis allé les voir, j'ai été impressionné du niveau de culture générale sur l'Europe. Selon moi, on ne doit*

pas parler d'Europe tous les cinq ans. » Tous les deux s'accordent à dire que la candidature de Martin Schulz « *n'est pas un projet désincarné* » pour l'Europe.

Isabelle Thomas, candidate de la circonscription Ouest, travaille étroitement avec ces structures. Les événements se succèdent dans le Finistère, les manifestations se poursuivent jusqu'aux 25 mai. « *Avec elle, on n'a plus qu'à tourner la clé et le moteur démarre* », constate Justin Amiot.

MEETING DE LA CIRCONSCRIPTION EST À METZ



À la tribune, Édouard Martin reste un « homme d'acier »

Le 13 mai, à Metz, près de 700 personnes ont écouté Édouard Martin, symbole du monde ouvrier. À cette occasion, les ministres Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti avaient fait le déplacement pour soutenir la tête de liste Est aux élections européennes.

Dès son arrivée, Édouard Martin donne le ton. Il se place à l'entrée du Parc des expositions où se tient le meeting pour accueillir ses anciens collègues. Une quinzaine d'ouvriers d'ArcelorMittal se sont déplacés avec leurs casques et leurs gilets de travail. Les "métallos" ne veulent rien manquer du discours de l'ex-syndicaliste.

Dans cette région où la classe ouvrière est traditionnellement forte, la lutte acharnée, menée de concert par Édouard Martin et Arnaud Montebourg il y a plus d'un an, pour sauver les emplois des sidérurgistes lorrains a laissé des traces.

LE TRAVAILLEUR TRANSFRONTALIER, UNE RÉALITÉ

Sans notes, pendant près de quarante minutes, Édouard Martin s'est adressé aux militants et aux ouvriers avec son franc parler et son ardeur. Son discours, il l'a dédié à ses compagnons de lutte : « *Ce meeting, c'est avant tout le vôtre.* » L'emploi est au cœur de son programme et il n'a cessé de le rappeler. Son cheval de bataille ? Les travailleurs transfrontaliers, « *pour qui l'Europe est une réalité quotidienne* ». Dans la région, ils sont des dizaines de milliers à franchir chaque jour les portes du Luxembourg, de l'Allemagne ou de la Belgique pour exercer leur métier. Un contexte territorial favorable à l'émergence d'une conscience européenne forte. Une réalité pour certains, un fantasme pour d'autres. L'Europe est devenue l'Eldorado des travailleurs du monde entier en quête d'un avenir. Ces « *hommes qui n'ont peur de rien, même pas de la mort car ils sont déjà morts socialement et économiquement* ». Les termes sont volontairement durs pour exprimer la colère d'un « *fil d'immigré* » contre une Europe qui,

selon lui, dresse les ouvriers venus de pays différents les uns contre les autres. C'est pourquoi, « *L'Europe a le devoir de développer les coopérations Nord-Sud* ». Édouard Martin n'a pas peur de rêver d'une Europe plus juste qui n'oppose plus les peuples, mais les rassemble. Depuis la tribune, il ne résiste pas à l'envie de provoquer l'assistance : « *L'Europe sociale n'existe pas. Est-ce qu'on va la construire ? Il est temps.* »

L'EUROPE, « NOTRE MAISON COMMUNE »

Pour Catherine Trautmann, numéro deux sur la liste, présidente de la délégation française au Parlement européen, il reste du chemin à parcourir pour garantir l'égalité entre les individus : « *Nous avons fait la*



paix entre les peuples, mais la paix sociale aussi il faut la faire. » Pour construire cette « Europe sociale », le choix d'un candidat « du peuple » est une évidence pour Arnaud Montebourg. Le ministre de l'Economie voit un homme qui « représente la haute conscience de la classe des travailleurs dont il est issu », un sym-

bole du « travail fier », insiste Arnaud Montebourg, citant Victor Hugo. Les deux hommes ont « partagé beaucoup d'espoir. On n'a pas tout réussi mais il reste ce lien, cette force », rappelle-t-il. L'homme fort de Bercy décrit l'Europe comme « notre maison commune » gérée par « un syndicat de copropriété », correspondant

à la Commission. Durant tout son discours, il poursuit la métaphore. « Certains proposent aujourd'hui d'incendier l'immeuble ou de le casser au bulldozer, mais cette Europe nous appartient », martèle-t-il à destination du FN. Quant à la gauche, elle veut « remplacer le syndic de faillite, Monsieur Barroso ». Arnaud Montebourg rappelle l'enjeu du 25 mai : « L'Europe, c'est celle qu'on fera avec nos bulletins de vote. L'Europe qui défend ses intérêts industriels, ses territoires, ses travailleurs et même ses capitalistes », a-t-il ajouté. « Il est possible de s'organiser dans l'Union européenne. Il faut faire de la politique et nous avons besoin de boxeurs comme Édouard Martin ». L'« homme d'acier », comme l'appelle la ministre de la Culture, Aurélie Filipetti, est sans aucun doute aux yeux du gouvernement l'un des meilleurs gages d'une Europe nouvelle, plus humaine, tournée vers les travailleurs. Et Arnaud Montebourg n'hésite pas à rappeler sous un tonnerre d'applaudissements ce qui les rallie aujourd'hui à Metz : « Vive l'Europe sociale, vive l'Europe socialiste ! »



II PAROLES DE MILITANTS II

« Édouard et Catherine, le duo gagnant »



Retraitée, Marie-Jeanne Caremiaux n'a pas hésité à braver le mauvais temps pour se rendre au meeting de son candidat. Car pour cette militante chevronnée, la politique,

« c'est une histoire de famille ». Sa mère l'était avant elle, et son fils suit la même voie, « est dans leurs gènes ». Cette ancienne syndicaliste n'a pas oublié l'acharnement d'Édouard Martin pour défendre les sidérurgistes lorrains et sauver leurs emplois. Selon elle, « seul un ouvrier peut comprendre les travailleurs et œuvrer pour un monde du travail plus juste ». Le candidat a gagné sa légitimité sur le terrain français, reste à la conquérir en Europe, « avec un discours d'une telle ardeur, il n'y a pas de risque », pour la retraitée.



Pour Yannick Williot, agent comptable de profession, il n'y a pas l'ombre d'un doute, le mot d'ordre, c'est « l'emploi ». Pour lui, la priorité est d'« assurer un salaire

minimum européen, de lutter contre le dumping social », conditions indispensables pour établir une « Europe de gauche ». Et c'est là qu'Édouard Martin prend tout son sens. L'homme est « combatif et sincère » avec une histoire qui « plaide en sa faveur ». Ce meeting est fondamental car il « permet de remobiliser les troupes, de vaincre les divergences pour lutter contre l'ennemi commun : la droite et ses extrêmes ». Pour ce syndicaliste qui milite au PS depuis 1994, « Édouard a fait sa part en tenant un discours franc et engagé. »



Qui mieux qu'Édouard Martin pouvait représenter la classe ouvrière ? Pour Martine Meyer, fonctionnaire dans les finances publiques, « le travail de terrain du

candidat est un gage » et « son origine sociale » aussi. Ici l'Europe des travailleurs n'est pas qu'un symbole, « c'est une réalité quotidienne car des milliers de personnes traversent les frontières chaque jour, vers le Luxembourg ou l'Allemagne ». Pour elle, « Édouard Martin et Catherine Trautmann forment un duo gagnant car ils portent une Europe proche du peuple, qui pense aux réalités sociales ». Le discours prononcé par le candidat ? C'est ce qu'elle espérait : « il m'a parlé de l'Europe que j'attends pour mon futur et celui de mes enfants ».

La seconde vie d'Édouard Martin



Pour Aurélie Filippetti, « *c'est un tribun hors pair* ». À 50 ans, Édouard Martin a décidé de faire le grand saut après une vie de syndicaliste à l'usine ArcelorMittal de Florange. Après une enfance passée en Andalousie, il arrive en Lorraine au début des années 1970. Il s'est illustré dans la lutte contre la fermeture des hauts-fourneaux en 2009. Son charisme et son éloquence exposèrent en pleine lumière la contestation des travailleurs.

Il a accepté de s'engager en Europe pour défendre l'industrie. Car, selon lui, si la crise financière a eu un mérite, « *démontrer la place que devrait avoir l'industrie* ». Il ajoute : « *L'Europe doit reprendre l'esprit de la CECA, c'est*

« LE COMBAT N'EST PAS TERMINÉ, IL PREND D'AUTRES FORMES »

ÉDOUARD MARTIN

à dire une industrie forte au service des citoyens et du bien public. »

Après avoir démissionné de son poste de représentant syndical, il compte trouver au Parlement européen de nouvelles luttes à mener pour le bien des travailleurs. Il explique que « *l'Europe souffre de sa faiblesse*

industrielle, et c'est ensemble que nous pourrions relancer une véritable politique industrielle. Il faut arrêter de croire que chacun dans son coin peut tirer son épingle du jeu. L'Europe ne sera forte que si elle est unie ».

Cette politique industrielle, Édouard Martin veut contribuer à la mettre en place, dans un souci d'égalité, de respect des travailleurs, et de durabilité. Il soutient avec force les idées de transition énergétique. « *Le combat n'est pas terminé, il prend d'autres formes et dans d'autres lieux* », a-t-il affirmé après sa nomination comme tête de liste. C'est dans ce but qu'il a choisi de s'engager avec le Parti socialiste et ses alliés européens.

Pervenche Bérès : « *Un combat de tous les instants* »

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, en présence des élus franciliens et de la fédération des Français de l'étranger, une conférence de Presse était organisée le 14 mai 2014 au siège du PS. Pervenche Bérès, députée européenne et tête de liste en Île-de-France, était accompagnée de Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du PS, Bruno Le Roux, chef du groupe socialiste à l'Assemblée, et de Jean-Paul Huchon, président du conseil régional.

À cette occasion, Bariza Khiari, sénatrice de Paris, a salué la compétence et l'expérience de Pervenche Bérès et détaillé son action au Parlement européen qui a rappelé l'enjeu majeur de cette élection : « *Assurer la victoire de Martin Schulz.* » Répondant aux critiques des extrêmes, elle a affirmé qu'il n'y avait pas de majorité "UMPS" au Parlement, « *il y a un combat de tous les instants, un rapport de force politique* ».



MEETING DE LA CIRCONSCRIPTION NORD-OUEST À LILLE

Dans le Nord,
« la greffe du
FN ne peut pas
prendre »



Le Premier ministre était en meeting à Lille dans le cadre de la campagne pour les européennes. Devant Martine Aubry, maire de la ville, et Gilles Pargneaux, tête de liste de la circonscription Nord-Ouest, il a rendu hommage à Pierre Mauroy et s'en est notamment pris aux dérives populistes.

L'émotion était palpable, jeudi, au Palais des Sports de Lille, pour le troisième meeting socialiste consacré aux européennes. Manuel Valls, Martine Aubry et Jean-Christophe Cambadélis ont tous les trois rendu hommage à Pierre Mauroy. « Il fut un grand maire et un très grand Premier ministre », a affirmé le Premier ministre devant Gilberte Mauroy, présente pour l'occasion. « Quand Gilberte est là, c'est l'esprit de Pierre qui est là aussi », a ajouté la maire de Lille. « Nous avons besoin de toutes les énergies pour faire chuter la droite de son trône bruxellois et pour faire trébucher l'extrême droite

« MADAME LE PEN QUI SE PREND POUR JEANNE D'ARC, CELA PEUT FINIR TRÈS MAL, DU MOINS AU BÛCHER DES VANITÉS »

CLAUDE ROIRON,
COLISTIERE DE LA
CIRCONSCRIPTION
NORD-OUEST

aux portes du Parlement européen, a rappelé le Premier secrétaire du PS. Il y a un homme dont je sais qu'il aurait aimé être de ce combat. Je sais aussi combien il nous manque. Oui, j'ai une pensée émue pour Pierre Mauroy », a-t-il ajouté sous les applaudissements des sympathisants et des militants.

« LA HAINE
EST ÉTRANGÈRE
À CETTE TERRE »

Dans la cité du Nord où étaient également présents Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et François Lamy, ex-ministre de la

Ville et désormais conseiller de Jean-Christophe Cambadélis, Manuel Valls s'est inquiété de la place du Front national dans les sondages. Ainsi, « la France ne doit pas donner l'image d'une force d'extrême droite qui arriverait en tête ». Un avis partagé par Martine Aubry pour qui « c'est aussi la paix qui se joue le 25 mai ». Jean-Christophe Cambadélis s'est lui aussi montré très critique envers la montée du Front national. Dans la capitale des Flandres,



« le FN n'a aucun avenir parce que dans le Nord, sur ce qu'ils pensent être une "terre de conquête" ils font les fiers mais ils ont honte au fond de ce qu'ils sont ». Et de conclure : « La greffe ne peut pas prendre sur cette terre labourée par l'histoire, où l'on a fait la démonstration de la capacité d'intégration de tous par le travail. La haine est étrangère à cette terre ! »



" PAROLES DE MILITANTS "

« *L'Europe a toute sa place dans le concert des nations* »



« *Ce qui me plaît, c'est que nous sommes entrés dans une vraie campagne, et pas dans un débat national.* » Secrétaire de la section de Wasquehal, Jérôme Dehaynin s'était

déplacé pour soutenir Gilles Pargneaux et écouter Manuel Valls, le Premier ministre. Selon ce militant, professeur des écoles, « *l'ensemble des thèmes retenus par les socialistes est important car nous sommes arrivés à la croisée des chemins au niveau européen* ».

Européen convaincu, il a croisé aussi quelques eurosceptiques. « *Je suis venu pour y voir plus clair, j'ai envie d'être convaincu car je suis un peu déçu* », lâche Jean-Luc Petit, cadre dans une agence bancaire. Socia-

liste de cœur, il espérait beaucoup du meeting lillois pour se forger sa propre opinion. « *J'espère qu'on aura plus d'autonomie car selon moi, on est encore beaucoup trop sous le joug de Bruxelles.* » Pour lui, les produits français ne sont pas suffisamment mis en valeur, « *il faut essayer de les favoriser davantage* », estime-t-il.



Pour Mamadou Keïta, adhérent au PS depuis trente-deux ans, « *l'Europe a toute sa place dans le concert des nations, car les enjeux sont importants sur le plan économique,*

sociétal, culturel et agricole ». Mais ce retraité regrette la trop grande rigidité du Vieux continent. « *L'Europe doit relever le défi mondial.* » Le 25 mai, tous seront mobilisés derrière Martin

Schulz. « *Si sa voix peut faire changer des choses, moi je dis banco !* », s'enthousiasme Mamadou Keïta.



Un son de cloche repris par les plus jeunes. « *Il est respecté et il est polyglotte, ça peut parler aux Français* », pense Adrien Mulé, 25 ans, étudiant en sciences politiques à Lille.

Car pour lui, « *l'Union européenne doit apporter un avenir décent à tous les jeunes* ». Il se souvient avoir « *grandi avec Erasmus* », un système qui lui a permis d'avoir des amis partout en Europe. Et de rappeler une évidence : « *Selon moi, les élections européennes sont peut-être les plus importantes après les présidentielles et les législatives.* »

Gilles Pargneaux : l'Europe sociale comme leitmotiv



Député européen depuis 2009, Gilles Pargneaux est tête de liste du Parti socialiste dans la circonscription Nord-Ouest. Né en 1957 dans l'Aisne, il a adhéré au PS à l'âge de 17 ans. Il est premier secrétaire de la Fédération du Nord depuis 2005, et maire d'Hellemmes.

À Lille, pour son grand meeting régional, il a demandé plus de protection car « *l'Europe, il faut la changer* ». Juriste de formation, il vante les mérites d'« *une Europe sociale et économique, indispensable pour lutter*

contre la crise qui nous agite actuellement ». L'une de ses références politiques reste François Mitterrand et sa fameuse phrase : « *Le nationalisme, c'est la guerre !* » C'est sans doute pour cela que Jean-Christophe Cambadélis a vanté « *la pugnacité et le côté oratoire* » de ce candidat de toutes les batailles au Parti socialiste.

Respectueux du principe de non-cumul des mandats voté en 2012 par le PS, il a démissionné de la mairie pour se consacrer à son travail au

Parlement européen. À Strasbourg, il a notamment siégé à la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

À Bruxelles, il s'est appliqué à défendre les droits des consommateurs en matière de santé et de bien-être. « *Nous voulons changer l'Europe pour qu'elle ne parle pas uniquement d'austérité mais de croissance et d'emploi. Il faut une politique sociale qui soit là pour protéger les européens* », conclut-il.



© Photo:AFP

L'importance du président de la Commission européenne

Cette année, conformément aux dispositions du traité de Lisbonne, le Parlement va choisir le président de la Commission européenne. C'est un changement fondamental dans le fonctionnement des institutions européennes.

Le traité de Lisbonne spécifie que le Parlement doit approuver le choix fait par le Conseil européen. Il est essentiel d'ajouter que ce dernier doit « prendre en compte les résultats des élections européennes », et donc de respecter le choix des citoyens.

Afin que l'esprit du traité de Lisbonne soit appliqué dans les faits, le Parti socialiste européen a très vite jugé nécessaire de mettre cet enjeu au cœur de l'élection. En choisissant Martin Schulz comme candidat commun à la présidence de la Commission, le PSE a d'emblée politisé l'attribution de ce poste, pour envoyer un signal fort au Conseil européen. Si le PSE remporte ces élections, le peuple aura désigné Martin Schulz comme son candidat.

Depuis 2004, le poste de président de la Commission - le plus important de l'appareil législatif européen - est occupé par le libéral José Manuel Barroso. Il doit insuffler une dynamique à l'Union européenne. Selon le traité

« LA COMMISSION
REMPLE SA MISSION
DANS LE RESPECT
DES ORIENTATIONS
POLITIQUES DÉFINIES
PAR SON PRÉSIDENT »

(ARTICLE 217,
TRAITÉ D'AMSTERDAM)

d'Amsterdam (1997), « la commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son président » (article 217). C'est lui qui désigne les Commissaires européens, en accord avec les États membres. Depuis le traité de Nice (2001), il détient également le pouvoir de modifier la répartition des responsabilités entre les membres de la Commission en cours de mandat, ainsi que de demander à un commissaire de démissionner.

DES ÉLECTIONS CRUCIALES, UN VOTE CITOYEN

La Commission européenne est l'organe institutionnel le plus puissant

de l'Union. Elle a pour rôle de définir les objectifs de l'action de l'UE, de soumettre des propositions législatives au Parlement et au Conseil, et de veiller à l'application de la législation européenne. En outre, elle représente l'UE sur la scène internationale. Son président est donc le personnage le plus puissant de l'appareil institutionnel européen.

C'est pourquoi ces élections sont cruciales. Le vote des citoyens aura un impact visible sur la politique de l'Union, sur ses institutions, et sur son avenir. Voter pour Martin Schulz signifie voter pour un changement en Europe. Après douze ans de Commission Barroso, l'UE a besoin d'une institution qui fait la part belle à l'emploi des jeunes sa priorité, qui met l'éducation au centre de son programme, qui lutte pour l'égalité entre hommes et femmes, et qui se bat pour une Europe plus forte, plus unie, plus solidaire. Le 25 mai, un seul jour, un seul tour, pour affirmer nos espoirs pour l'Union européenne.

Maraussan célèbre la mémoire de Jean Jaurès



Jean-Christophe Cambadélis a rendu hommage à la mémoire de Jean Jaurès, le 10 mai à Maraussan, près de Béziers. Jean Jaurès était venu dans ce village de l'Hérault en 1905 pour assister aux travaux de ce qui sera la première cave coopérative viticole de France.

À l'occasion d'un banquet républicain organisé par la fédération de

l'Hérault, Jean-Christophe Cambadélis a déclaré qu'il savait « *qu'avant d'agir il faut savoir convaincre, mais surtout se battre pour l'unité, qui seule, rend l'action possible. L'unité, ce "talisman", ce "beau soleil", c'était sa cause* », avant de rappeler que « *la SFIO sera grâce à lui le parti de tous les socialistes, qui, à l'époque, étaient éparpillés dans de nombreuses chapelles aux multiples tendances* ».



Rassemblement Bring Back Our Girls au Trocadéro



Regroupées derrière une banderole « *Dirigeants: rendez-nous nos filles!* » « *Bring Back Our Girls* », pour dénoncer l'enlèvement des 200 jeunes lycéennes au Nigéria, revendiqué par la secte Boko Haram, de nombreuses personnalités socialistes, des stars et beau-

coup d'anonymes se sont retrouvés le 13 mai place du Trocadéro. Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, Christiane Taubira, ministre de la Justice, et Pervenche Bérès, tête de liste Île-de-France aux européennes, ont répondu présent.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 25 MAI 2014

Le 25 mai, par notre vote,
IMPOSONS
UNE NOUVELLE
CROISSANCE

!
CHOISIR
NOTRE
EUR(PE)




choisirnotreeurope fr
#NotreEurope